

N°282
2€30

BILLETS D'AFRIQUE

NOVEMBRE 2018



MENSUEL D'INFORMATION SUR LA FRANÇAFRIQUE ÉDITÉ PAR L'ASSOCIATION SURVIE

ENCOMBRANTE PRÉSENCE RUSSE RÉACTIONS FRANÇAISES À LA PERCÉE DE MOSCOU EN CENTRAFRIQUE

Cameroun / Force G5 Sahel et Tchad

Ivresse du Bajolet nouveau

À l'occasion de la publication de ses mémoires, Bernard Bajolet, coordinateur national du renseignement sous Sarkozy puis directeur général de la DGSE sous Hollande, multiplie les interviews. Entre deux scoops aussi incroyables que ceux sur la santé déficiente de Bouteflika ou la corruption de son entourage, il n'oublie pas de postillonner dans une soupe qui ne semblait pourtant pas lui déplaire à l'époque. Sur RFI (08/10), il s'est par exemple dit « beaucoup choqué lors de ses pérégrinations en Afrique » par « le peu de qualité de la gouvernance ». Et de citer « le mauvais exemple d'un chef d'État qui par l'intermédiaire d'un homme de paille avait claqué 30 millions d'euros en quelques mois dans un casino pour recycler de l'argent, et qui ensuite venait réclamer de l'aide budgétaire. » Son courage politique ne va pas jusqu'à citer un nom, ni à préciser si l'aide budgétaire a été obtenue au nom de la « stabilité » du pré carré...

Charges mineures pour parrain majeur

Après cinq ans d'enquêtes, la justice vient d'abandonner les charges de « corruption d'agents publics étrangers », « blanchiment de trafic d'influence », « exercice illégal de la profession de banquier » ou encore « abus de confiance » qui pesaient sur Michel Tomi, figure des réseaux corses en Afrique (casino, BTP, hôtellerie...) et ami notamment des présidents Ibrahim Boubacar Keïta au Mali et Ali Bongo au Gabon (cf. *Billets* n°237, juillet 2014). Celui qu'on surnomme « le parrain des parrains », n'est plus poursuivi que pour des charges mineures pour lesquelles il a accepté une procédure de plaider-coupable (*RFI*, 06/10). « *Il travaille pour le drapeau* », disait de lui un autre Corse, Bernard Squarcini, l'ancien responsable du renseignement intérieur sous Sarkozy. L'espoir de voir étalées au grand jour les méthodes de « travail » de ce grand patriote est donc pour l'instant compromis...



Bulletin fondé en 1993 par François-Xavier Verschave - **Directrice de la publication** Marie Bazin - **Directeurs de la rédaction** Mathieu Lopes, Thomas Noïrot - **Comité de rédaction** R. Granvaud, D. Mauger, O. Töbner, F. Tarrit, Y. Thomas, R. Doridant, M. Bazin, P. Tétillon - **Ont participé à ce numéro** A. Primo, C. Petit **Image de Une** : Scribbletaylor (licence CC, 4 mars 2011) **Édité par** Association Survie, 21 ter rue Voltaire - 75011 Paris - **Tél.** (+33)9.53.14.49.74 - **Web** <http://survie.org> et <https://twitter.com/Survie> - **Commission paritaire** n°0216G87632 - **Dépôt légal** novembre 2018 - ISSN 2115-6336 - **Imprimé par** Imprimerie 3 A, 7 rue Marie Pia - 91480 Quincy-s-s-Sénart

Parole de banquier !

Interviewé par RFI et France 24 à l'occasion du sommet de la Francophonie (12/10), Macron l'assure : « *Je n'ai d'abord jamais installé la diplomatie en fonction de critères commerciaux. (...) Deuxième chose (...), il est faux de dire que l'Arabie saoudite est un grand client aujourd'hui de la France dans quelque domaine que ce soit.* » Plus c'est gros, plus ça passe. Dans le dernier rapport du ministère des Armées sur les exportations d'armement, l'Arabie Saoudite figure simplement en deuxième position... Auteure d'un documentaire diffusé sur France 5 (« Mon pays fabrique des armes », 23/10), la réalisatrice Anne Poirer est allée à la rencontre de Jean-Charles Larssonneur, député LREM et membre de la commission Défense, faute d'obtenir une réponse du ministère des Armées sur ces ventes d'armes à l'Arabie Saoudite. « *Alors élu depuis six mois, en contact régulier avec les industriels, et ancien du Quai d'Orsay, il m'a semblé être la personne idéale* », explique-t-elle (*Télérama*, 24/10) Première surprise, Larssonneur n'a pas lu le rapport du ministère. Deuxième surprise : « *Et là, la situation devient ubuesque : il me reparle lui-même du rapport, avec ses éléments de langage, en en vantant les mérites, comme s'il l'avait lu !* » Illustration du contrôle parlementaire à la française...

Répression made in France

Après le rapport de la FIDH de juin 2018 consacré aux technologies de surveillance vendues par la France à l'Égypte (cf. *Billets* n°279, été 2018), c'est au tour d'Amnesty international de dénoncer « Des armes françaises au cœur de la répression en Égypte » (rapport du 16/10). À partir de 2011, la France est en effet devenue le principal fournisseur d'armement de l'Égypte, devant les États-Unis, ce qui a valu à Le Drian d'être décoré par Al-Sissi. Léger problème : ces matériels militaires, notamment les véhicules blindés, sont utilisés pour réprimer la population avec une violence sans précédent dans l'histoire récente du pays, comme lors du massacre du 14 août 2013 où près de 1000 personnes ont trouvé la mort (cf. *Billets* n°250, octobre 2015), sans que les livraisons françaises se soient interrompues par la suite. « *De 2012 à 2016, la France a livré plus d'armements que sur les 20 années précédentes* », constate Amnesty, l'Égypte devenant le premier

client de la France dans ce domaine entre 2013 et 2017. Les autorités françaises se défendent en indiquant que ces ventes relèvent uniquement de la « lutte contre le terrorisme » et sont destinées au ministère de la Défense égyptien, et non aux forces de sécurité de l'Intérieur. Sauf qu'Amnesty a à plusieurs reprises alerté les autorités françaises sur ce tour de passe-passe du destinataire final et sur l'usage qui était réellement fait de l'armement français. C'est donc en toute connaissance de cause que celles-ci ont poursuivi leurs livraisons en violation des conventions internationales et du droit européen.

La part d'hypocrisie

On le sait, nos militaires tiennent aux traditions et au respect des « grands hommes », quand bien même ceux-ci sont des grands criminels. Dernière illustration en date : l'état-major des armées avait concocté un sympathique petit programme de célébration du 11 novembre, avec hommage aux maréchaux de la Grande guerre : Joffre, Foch, Gallieni, Fayolle, Franchet d'Espèrey, Lyautey et Maunoury et... Pétain. Alerté par quelques historiens et journalistes (sur le cas Pétain bien entendu, l'hommage aux coloniaux en revanche ne pose pas problème...), les conseillers de l'Élysée assurent que le dossier de presse a fuité avant d'être validé et que Macron n'assisterait pas à cette cérémonie (*Mediapart*, 17/10), même si ce dernier a jugé que l'hommage était « légitime » (*AFP*, 07/11). Les militaires ne digèrent pas non plus (voir par exemple le blog du très médiatique colonel Goya) que Macron, pour redorer son image, préfère rendre hommage aux poilus plutôt qu'à ceux qui les ont envoyés à la boucherie.

En revanche, le programme fait la part belle aux chefs d'État africains qui « *représenteront les soldats de leur pays morts pour la France* ». « *Après un déjeuner à l'Élysée*, rapporte Jeune Afrique (28/10), *ils inaugureront le Forum de Paris sur la Paix (...). Les autorités françaises ont demandé aux présidents qui le souhaitent de choisir un ouvrage qui symbolise pour eux la paix (...). Tous seront invités à expliquer leur choix dans un message vidéo d'une minute. Son enregistrement sera réalisé devant une "Bibliothèque de la paix", constituée d'un arbre avec des rayonnages. Ainsi, IOG [Ismail Omar Guelleb, Djibouti] lira un extrait de La Part du colibri, de Pierre Rabbi.* » Comme c'est touchant ! On attend impatiemment Gandhi lu par Idriss Déby et Luther King par Sassou Ngesso...

Le 13 novembre, Donald Trump a encore créé la tempête sur Twitter, mais cette fois en taclant ironiquement la faible popularité d'Emmanuel Macron, son projet de défense européenne et le prix du vin français, avant de conclure « Make France great again » (traduction : Rendez sa grandeur à la France). Politiques et éditorialistes, en écho aux champions du monde de football, s'en sont bruyamment offusqués, comme pour lui donner raison d'avoir écrit dans le même élan que les Français sont « des gens très fiers ». L'anecdote ne nous apprend pas grand-chose sur la psychologie du président états-unien, ni sur sa relation diplomatique avec Emmanuel Macron. Mais elle révèle une fois de plus, par la façon dont elle a été traitée dans le débat public, à quel point l'histoire et les raisons de la « grandeur » française ne sont pas questionnées dans notre pays. Qu'un petit territoire puisse avoir une telle puissance ne s'explique, dans l'inconscient collectif, que par une « grande histoire » : un poncif solidement ancré dans notre imaginaire colonial. De quoi parle-t-on ? D'un petit territoire « métropolitain » d'environ 550 000 km², soit une superficie comprise entre celles du Kenya et du Yémen, où vivent environ 65 millions de personnes (0,86 % de la population mondiale), soit une population comprise entre celles de la Thaïlande et de l'Italie. Et de la sensation d'héritage collectif d'un empire de plus ou moins 12 millions de km² à son apogée, une superficie comprise entre celles des Etats-Unis et de la Russie aujourd'hui, et environ 100 millions d'âmes (dont 60 millions hors métropole et sévèrement opprimées), soit environ 4 % de ce qu'on estime être la population mondiale d'alors – comme les Etats-Unis aujourd'hui (4,3% de la population mondiale actuelle, à opposer aux 19,4 % représentés par la Chine...).

MAKE EMPIRE GREAT AGAIN

Mais la petite France veut toujours « rayonner » à l'international. Elle s'accroche aux confettis de son Empire, territoires « d'outre-mer » où se réveillent parfois des aspirations indépendantistes : qu'un premier référendum arraché de décennies de haute lutte mais organisé avec des listes douteuses aboutisse à la prolongation de la tutelle de Paris sur la Kanaky, et le président de la République exprime son « immense fierté » que « la Nouvelle Calédonie reste française ». Cette petite France entend toujours peser dans son pré carré africain, et s'opposer aux influences concurrentes d'autres géants impériaux : que les Russes développent leur présence en

Centrafrique, et le ministre des Affaires étrangères est lâché pour aboyer jalousement sur les intrus. Elle entend enfin toujours rassembler sous les ors de la République des dizaines de chefs d'Etats et de gouvernement, à l'occasion

d'un « forum sur la paix » précédé d'un déjeuner où sont conviés à la table d'honneur, entre autres criminels, le Congolais Sassou Nguesso, le Tchadien Idriss Deby, le Marocain Mohammed VI... Pactiser avec les pires despotes au nom de la paix, voilà au passage une façon singulière pour Emmanuel Macron de célébrer les 80 ans des accords de Munich, plutôt que le centenaire d'un fragile armistice.

Trump est connu pour ne pas réfléchir, mais la « grandeur » de la France reste un impensé partagé par l'ensemble du spectre politique français, aveuglé par un fantasme de puissance. C'est pourtant bien notre héritage de guerres d'invasion, d'exterminations menées de facto ou de façon organisée, de domination sanglante, qui fait la « grandeur » du trône élyséen dont se prévaut aujourd'hui celui que l'on surnomme Jupiter.

Thomas Noïrot

Sommaire

- 2** LES BRÈVES DE LA FRANÇAFRIQUE
- 3** ÉDITO Make Empire great again
- 4** DOSSIER Centrafrique :
La France évincée par Moscou ?

- 8** CAMEROUN « Renouveau dans la continuité » malgré la guerre
- 11** TCHAD La force G5 Sahel pour stabiliser Déby

CENTRAFRIQUE

LA FRANCE ÉVINCÉE PAR MOSCOU ?

Depuis un an, la Russie réalise une percée spectaculaire en Centrafrique, dans les domaines militaire, économique et diplomatique. Longtemps silencieuse, la France manifeste désormais sa présence et sa mauvaise humeur pour tenter de reprendre la main.

Depuis 2016, la restructuration des Forces armées centrafricaines (FACA) est prise en charge par une Mission militaire de l'Union européenne (EUTM-RCA). En 2017, deux premiers bataillons (1300 hommes) ont été formés, mais restent dépourvus d'équipements, même pour s'entraîner, le pays restant soumis à un embargo sur les armes depuis 2013. Sollicitée par le président centrafricain, Faustin Archange Touadéra, la France propose alors une solution qui ne lui coûte rien : recycler une importante quantité d'armes destinées aux Shebabs, les milices islamistes somaliennes, saisie en mars 2016 par la marine française. Mais un accord du Conseil de sécurité est nécessaire pour déroger à l'embargo et la Russie s'y oppose, exigeant que la cargaison d'armes des groupes terroristes soit détruite, conformément au droit inter-

national. Selon le récit qu'en a fait Firmin Ngrebada, le directeur de cabinet du président centrafricain, c'est alors Macron lui-même qui aurait conseillé à Touadéra d'aller plaider sa cause en Russie (*Jeune Afrique*, 03/05). Aussitôt, le président centrafricain est invité à Sochi où le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov lui propose une autre solution : la Russie s'engage à fournir gratuitement les armes, et les formateurs qui vont avec, toujours sous réserve d'un accord du Conseil de sécurité. Après quelques discussions à l'ONU, les États-Unis, l'Angleterre et la France exigeant des garanties quant à l'identification et au stockage des armes, la Russie obtient à la mi-décembre l'autorisation d'équiper les militaires centrafricains de kalachnikovs, de mitrailleuses et de lance-roquettes et de les former à leur usage. La première livraison est effectuée fin janvier 2018.

tions pour s'assurer « *que ces transactions se font en conformité avec les positions du Conseil de sécurité* » (AFP, 27/09). Fin mars, la présence des instructeurs russes a été officialisée au cours d'une cérémonie où les 200 premiers militaires formés et équipés ont été présentés au Président. Ni la France, ni les États-Unis, ni l'Union européenne n'ont été invités à la petite fête, à la différence de la Chine ou de quelques autres pays africains. « *Dans les chancelleries occidentales, on se dit "étonné" de cette décision* », rapporte RFI (31/05). Depuis, près de 900 militaires ont été formés en tout, selon le rapport du groupe d'expert de l'ONU paru cet été (S/2018/729, 23/07).

Les FACA prises en main par la Russie

Officiellement, les instructeurs russes se contentent de faire de la formation, et rien de plus. En réalité, selon ce même rapport du groupe d'experts, les FACA « *ne peuvent mener d'opérations sans l'appui opérationnel constant de la Minusca [Mission des Nations unies en Centrafrique], et/ou des instructeurs russes car elles ne disposent ni des capacités ni du soutien logistique requis* ». C'est cet appui qui a permis à plus de 400 Faca de se redéployer dans certaines localités. Mais la présence de paramilitaires russes est également observée en divers points du territoire, où les FACA ne sont pas présents... On y reviendra.

Surtout, ce sont désormais des forces russes qui assurent la protection du Président de la république et de certains ministères. Ce rôle était ces derniers temps joué par des militaires rwandais de la Minusca. La nouvelle garde présidentielle russe est commandée par un certain Valery Zakharov, qu'on décrit comme proche des services de renseignements de son pays (*Le Figaro*, 21/10), et qui, en tant que « conseiller à la sécurité » de Touadéra, endosse également un rôle politique (cf. infra). Une fonction qui n'est pas sans rappeler celle exercée par les conseillers militaires français qui se sont succédé sous les régimes précédents, agissant tantôt dans le cadre de la coopération officielle, et tantôt à titre « privé ». Le général-président Bozizé avait ainsi été pris en main successivement par le général Jean-

Repères

- Janvier 2011 : « Réélection » de Bozizé.
- Décembre 2012 : Hollande refuse les demandes d'aide militaire de Bozizé menacé par les rebelles de la Séléka.
- Mars-avril 2013 : Renversement de Bozizé. Djotodia prend le pouvoir avec le soutien du Tchad. Dissolution officielle de la Séléka.
- Décembre 2013 : Opération française Sangaris pour empêcher un « génocide » et désarmer les milices de la Séléka et des anti-Balakas (pro-Bozizé).
- Janvier 2014 : Démission de Djotodia annoncée depuis le Tchad. Catherine Samba-Panza exerce l'intérim.
- Avril 2014 : Création de la Minusca (ONU) pour stabiliser le pays et contribuer au rétablissement de l'autorité de l'État.
- Juillet 2014 : Accords de cessation des hostilités de Brazzaville. Beaucoup d'autres suivront.
- Avril 2015 : Accusations de viols contre les soldats français.
- Octobre 2016 : Fin de l'opération Sangaris (mais maintien de soldats français à l'aéroport de Bangui). Les violences se poursuivent.
- Janvier 2016 : Élection de Faustin Archange Touadéra.

Sur la tombe de Bokassa

D'abord discrète, la présence des Russes va s'amplifier et devenir plus visible au fil des mois. Elle est révélée en janvier quand des photos qui commencent à circuler sur les réseaux sociaux provoquent une polémique jusqu'au sein du gouvernement. On y voit des instructeurs russes installés dans l'immense propriété de Berengo, à 60 km à l'ouest de Bangui, où l'ancien dictateur Jean-Bedel Bokassa est enterré à proximité de son palais à l'abandon. Les héritiers de ce dernier, qui revendiquent la possession du domaine, s'insurgent, à commencer par le fils Jean-Serge Bokassa, devenu ministre après avoir rallié Touadéra au second tour de l'élection présidentielle. A Berengo, les Russes disposent notamment d'une piste d'atterrissage pour gros porteurs, qui leur permet de ne pas transiter par l'aéroport de Bangui, où sont présents les militaires – et très vraisemblablement les services secrets – français. En théorie, les livraisons d'armes russes doivent être contrôlées par l'ONU. Mais en fait, ce n'est qu'en septembre dernier, alors que les initiatives russes suscitaient l'exaspération de plusieurs parties (cf. infra) que l'émissaire de l'ONU pour la Centrafrique, Parfait Onanga-Anyanga, a réclamé « la transparence la plus claire », et annoncé la visite du président du Comité des sanc-

Pierre Perez puis par le général Henri-Alain Guillou. Les hommes de Valery Zakharov auraient été d'autant mieux accueillis par le président Touadéra que, selon plusieurs témoignages, ce dernier craignait sérieusement d'être victime d'un nouveau putsch organisé avec la complicité des occidentaux, en raison de son rapprochement avec la Russie (*Mediapart*, 28/06). Un mercenaire français, Christophe Raineteau, avait par exemple été accusé par Touadéra d'être complice d'une tuerie commise dans une église à Bangui le 1er mai et menacé un temps d'être poursuivi par un mandat d'arrêt international pour « acte de terrorisme, assassinats, rébellion, incitation à la haine » (Ibid).

Fin août, la Russie et la Centrafrique ont annoncé la signature d'un nouvel accord militaire, dont le contenu reste secret, mais qui doit, selon les déclarations officielles russes, « contribuer à renforcer [les] liens dans le domaine de la défense » et permettre la formation de militaires centrafricains « dans des écoles militaires russes » (*AFP*, 21/08). Dans la foulée, la Russie a annoncé l'envoi de 60 formateurs supplémentaires.

De drôles de « civils »

A ce jour, le flou le plus complet continue toutefois à régner concernant le nombre exact de ces « formateurs ». Avant cette dernière annonce, ils n'étaient officiellement que 5 militaires et 170 « civils », pour ne pas dire mercenaires, cette dernière activité n'étant pas reconnue par la législation russe. Mais selon les sources, les chiffres les plus variés sont avancés. « Près d'un millier » fin avril, avance Colette Braeckman sur son blog (30/04). Ils seraient 1400 le mois suivant selon *La Lettre du continent* (09/05), tandis que Roland Marchal, du Centre d'études et de recherches internationales (Ceri) les estime plus modestement « entre 300 et 400 » en juillet (*La Croix*, 03/10)10, chiffre repris à son compte récemment par *Le Figaro* (21/10).

Leur statut suscite également de nombreuses spéculations. Un petit nombre seulement seraient officiellement membres des forces spéciales russes, les Spetsnaz. Les autres seraient des mercenaires travaillant pour une société, Sewa Security Services, fondée en novembre 2018 à Bangui, juste après la visite de Touadéra à Sotchi. Celle-ci est en réalité le faux-nez du puissant groupe militaire privé russe (sans existence légale) ChVK Wagner, fondée par Dmitri Utkin (surnommé Wagner), un ancien lieutenant-colonel des forces spéciales du GRU, le renseignement militaire russe (*La Lettre du Continent*, 09/05 et *Intelligence Online*,

02/05). Selon le journal américain *The Daily Beast* (13/02), Wagner, dont les gros bras ont précédemment sévi en Crimée, en Syrie et au Soudan, servirait de bras armé officieux du ministère russe de la Défense, lequel dément tout lien avec cette organisation. Le principal actionnaire du groupe Wagner, Evgueni Prigojine (Yevgeny Prigozhin, selon les traductions) est par ailleurs un proche de Poutine, et a notamment été mis en cause par la justice américaine pour son ingérence dans l'élection présidentielle de 2016.

Retour sur investissement

Les dirigeants russes n'ont jamais caché l'intérêt qu'ils portaient au sous-sol centrafricain en contrepartie de leur aide militaire. Le communiqué russe suivant la première rencontre avec Touadéra évoquait ainsi le « potentiel significatif de partenariat en matière d'exploitation des réserves minières, ainsi que de livraison d'équipements industriels russes, de matériel agricole, et d'énergie » (*RFI*, 14/12). Le président centrafricain vantait pour sa part « l'immense potentiel » de son pays à l'occasion de sa rencontre avec Poutine en mai dernier (*RFI*, 25/05), faisant miroiter l'existence de 470 « indices miniers » (gisements potentiels) non exploités (Blog de C. Braeckman, 27/04). Touadéra a aussi rencontré en Russie des investisseurs potentiels pour divers secteurs (mines, agriculture, bois). Une entreprise russe aurait même « manifesté son intérêt pour l'uranium de la région de Bakouma » (Notes de la FRS n°13, 26/07), délaissé par Areva (devenu Orano).

Des contrats de prospection et d'exploitation minière ont été signés en contrepartie de l'aide militaire russe selon *Le Monde* (23/04) et *Mediapart* (28/06). Une pratique qui n'est pas nouvelle : « En raison de l'histoire du pays et de la régularité des putschs à Bangui, les présidents centrafricains ont toujours cherché à faire assurer leur sécurité rapprochée par des acteurs extérieurs, en échange de contrats miniers – c'est avec cela qu'ils peuvent payer. François Bozizé l'a fait avec les Sud-Africains, Patassé l'avait fait avec les Libyens, aujourd'hui Touadéra le fait avec les Russes », rappelle Thierry Vircoulon, de l'IFRI (*Mediapart*, 28/06).

Poupées gigognes

Ces contrats profitent notamment à une entreprise qui fait beaucoup parler d'elle : Lobaye Invest, créée quelques jours seulement après la rencontre Lavrov-Touadéra en octobre 2017, et qui a développé des activités du côté de Yawa et Pama, à l'ouest du pays. Elle est officiellement dirigée par un certain Evgueni Khodotov, vétéran des forces de sé-

curité de Saint-Petersbourg et par ailleurs patron de M-Finance, une structure « dont l'activité principale est "l'extraction de pierres précieuses" parmi 64 autres activités déclarées... » (*L'Obs*, 05/05/18) Le collectif russe Conflict Intelligence Team, qui étudie les interventions militaires ou paramilitaires russes à l'étranger, le soupçonne de n'être en fait que l'homme lige d'Evgueni Prigojine, le propriétaire du groupe militaire privé Wagner et également fondateur, selon *La Lettre du continent* (18/07), de la société M-Invest qui exploite déjà des sites aurifères au Soudan. En clair, sous un faux nez, c'est en réalité le groupe Wagner qui pourrait être « le vrai propriétaire de Lobaye Invest » (*Le Monde*, 03/08) et bénéficierait donc de l'exploitation minière pour payer les services militaires « offerts » par la Russie. Cela expliquerait les liens étroits qui ont pu être observés sur le terrain entre Sewa Security Services et Lobaye Invest, les hommes de la première entreprise transportant les matériels de la seconde et sécurisant ses sites d'activités minières.

Mort suspecte

C'est sur ces questions qu'enquêtaient trois journalistes russes expérimentés, Orkhan Djemal, Alexandre Rastorgouïev et Kirill Radtchenko, quand ils ont été assassinés fin juillet au nord de Bangui. Ils travaillaient pour le compte du Centre de gestion des investigations (TsUR), un média en ligne appartenant à Mikhaïl Khodorkovski, l'ancien oligarque devenu un opposant à Poutine. Sur la base du témoignage du chauffeur mystérieusement rescapé, les autorités russes et centrafricaines ont immédiatement incriminé les miliciens de l'ex-Seleka, lesquels auraient tué les journalistes pour les voler. Les Séléka démentent évidemment toute responsabilité, affirmant que la zone n'était pas sous leur contrôle, mais sous celui des FACA. Plusieurs éléments restent inexpliqués, notamment le fait que les journalistes se soient détournés de leur itinéraire initial. Les enquêteurs de MBK média, propriété de Khodorkovski, ne croient pas non plus à la version d'un vol crapuleux, et affirme dans un rapport publié en ligne qu'« un groupe d'une dizaine de personnes a attendu la voiture des journalistes pendant plusieurs heures » alors même que celle-ci a changé d'itinéraire au dernier moment. Des témoins auraient aussi aperçu « trois personnes blanches armées, ressemblant à des mercenaires, et deux Centrafricains » dans une voiture passée par le même check-point que les journalistes peu avant eux et repassée dans l'autre sens une heure plus tard. MBK défend la thèse d'une embuscade qui « n'excluent pas l'implica-

tion de mercenaires russes », voire « la possible participation à l'exécution des journalistes de gens travaillant pour le gouvernement centrafricain » (*Jeune Afrique*, 17/08). Le conseiller russe du président Touadera, Valery Zakharov, s'est insurgé contre ces accusations et a facilité la venue à Bangui d'une équipe de journalistes russes « indépendants » pour mener une contre-enquête (RFI, 18/08).

Vitrine centrafricaine

Si la question est aussi sensible, c'est que les intérêts russes en Centrafrique dépassent très largement la seule exploitation des richesses naturelles du sous-sol du pays, qui servira surtout à financer l'investissement (para-)militaire. Les accords passés avec le pouvoir centrafricain doivent servir de modèle pour séduire d'autres partenaires dans la région, dans le cadre d'une stratégie de réimplantation sur le continent africain, après une phase de retrait consécutive à la fin de la guerre froide. Selon le blog de C. Braeckman, « le véritable objectif, au cœur de l'Afrique était la RDC, un pays qui détient plus de 60 % des réserves mondiales de cobalt » (27/06). Mais les intérêts économiques ne sont pas l'unique préoccupation, pas plus que la présence militaire, laquelle est au service d'un projet plus vaste de modification des rapports de force sur la scène internationale, notamment depuis que la Russie a été frappée par des sanctions après l'annexion la Crimée. Exactement comme la France depuis les indépendances et la Chine aujourd'hui, les autorités russes entendent bien engranger des soutiens africains, notamment pour les votes au sein de l'ONU. « Nous sommes en retard sur les Occiden-

taux et les Asiatiques », explique par exemple le Représentant spécial du président Vladimir Poutine pour le Moyen-Orient et l'Afrique, le vice-ministre Mikhail Bogdanov, qui annonce la tenue d'un futur sommet Russie-Afrique (*La Croix*, 08/10).

La Russie fait cavalier seul

En Centrafrique, ces nouvelles prétentions prennent également la forme d'une ingérence diplomatique de plus en plus affirmée qui fait grincer des dents. Au départ, il s'agissait de permettre un accès sécurisé aux zones minières stratégiques (or, diamants, platine, mercure...) non contrôlées par les forces gouvernementales. Très rapidement après leur arrivée, les Russes ont ainsi multiplié les prises de contacts avec les différents chefs de milices dans leurs fiefs respectifs, mais également avec les anciens présidents Bozizé (réfugié en Ouganda) et Djotodia (au Bénin), « *semant la confusion jusque chez les conseillers du Président* » (Note de la FRS n°13, 26/07/18). Les Russes se sont parallèlement montrés soucieux de cultiver une bonne image au sein de la population, envoyant par exemple des hôpitaux en kit dans certaines villes du nord de la RCA, comme à Bria, ville de production diamantaire. A Bangui, aussi plusieurs opérations séduction ont été organisées, comme en avril après la désastreuse tentative des FACA et de la MINUSCA pour arrêter le chef de milice « Force » au quartier PK5, qui s'était soldée par la mort d'une vingtaine de civils. Des Russes sont alors venus offrir des produits de première nécessité aux populations du secteur, avant de solliciter des rencontres avec les personnalités locales.

A partir de cet été les initiatives diplomatiques russes se sont affirmées, au point de concurrencer les négociations de paix menées depuis un an par un panel de l'Union africaine, appuyé par l'ONU et les puissances occidentales. Mi-juillet, la Russie a ainsi tenté d'organiser à Khartoum au Soudan une première rencontre entre les groupes armés et le gouvernement. Vraisemblablement soumis à des pressions extérieures, Touadera a finalement désavoué publiquement cette initiative, laquelle n'a pas eu lieu... tout de suite. Mais ce n'était que partie remise. Le 28 août, une semaine après la signature du nouvel accord de coopération militaire russo-centrafricain, la Russie organisait finalement cette rencontre de chefs rebelles issus des anti-Balaka et de l'ex-Seleka, sans représentant du gouvernement centrafricain, alors même que se déroulait simultanément une rencontre similaire au nord du pays sous l'égide de l'Union africaine. Les préoccupations minières continuent évidemment à expliquer cette politique. Les experts onusiens ont en effet constaté que les livraisons d'armes de la Russie avaient relancé une course aux armements parmi les groupes rebelles, en particulier chez certaines factions de l'ex-Séléka, qui s'attendent à devoir en découdre militairement contre les FACA. Les Russes ont donc intérêt à maintenir un cadre de dialogue évitant la reprise d'un conflit qui compromettrait leurs activités économiques.

Nouveau parrain

Mais l'initiative russe vise aussi clairement à offrir au pouvoir centrafricain une alternative au processus soutenu par la « communauté internationale ». Selon Roland Marchal, une nouvelle session de négociation à Khartoum « où seraient attendus les chefs manquants » serait déjà prévue en vue de parvenir à un nouvel accord de paix (*La Croix*, 03/10). Le contenu prévisible de ce dernier alarme déjà les ONG centrafricaines et internationales de défense des droits humains, qui redoutent qu'on s'achemine simplement vers un partage des bénéfices miniers assortis d'une amnistie générale, qu'elles refusent catégoriquement. Jusqu'à présent, Touadera lui-même n'a cessé de rappeler son hostilité et celle de la population à une telle option, affirmant ne pas tolérer l'impunité pour les criminels de guerre.

Par ailleurs, les autres acteurs impliqués dans la gestion de la crise centrafricaine ne l'entendent pas de cette oreille. Le mois suivant, en marge de l'assemblée générale de l'ONU, s'est tenue une réunion sur la Cen-

LES INTÉRÊTS RUSSES EN AFRIQUE (LISTE NON EXHAUSTIVE...)

La Russie est déjà bien représentée en Afrique dans quelques secteurs :

- Les ventes d'armes et la politique sécuritaire : ses principaux clients sont l'Algérie et l'Égypte. Avec ce dernier pays, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, elle joue un rôle diplomatique en Libye. C'est une alliée du régime soudanais. Elle a également proposé ses services sécuritaires et du matériel au Congo-Brazzaville, au Maroc, au Nigéria, en Angola, au Mali, au Burkina. Elle fournit de l'imagerie satellitaire militaire à certains pays. Le groupe Wagner se développe en Afrique de l'Est (Soudan, Érythrée). Les Russes ont échoué à obtenir une base militaire à Djibouti (véto américain). Depuis 2015, 19 accords de défense auraient été si-

gnés avec des pays africains (*Le Figaro*, 21/10)

- Les investissements miniers : en Angola, en Tanzanie, au Zimbabwe (diamants, uranium, platine) mais aussi en Afrique du Sud (or, manganèse) ou en Guinée (bauxite).
- L'énergie : Les groupes Gazprom et Rosneft sont présents dans différents pays. la Russie tente aussi de construire des centrales nucléaires en Afrique du Sud, en Égypte, au Soudan, en Algérie.
- Les services, les télécommunications, la construction de voies ferrées...

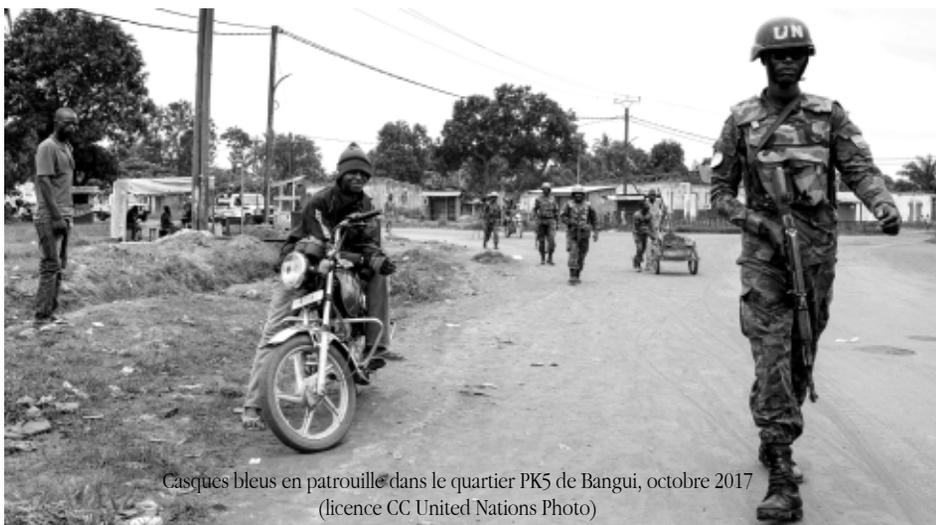
Le volume des échanges commerciaux entre la Russie et l'Afrique reste pour l'instant quarante fois inférieur à celui avec la Chine (*Le Point Afrique*, 25/10/17).

trafique organisée à huis-clos (contrairement à celle organisée sur le Mali la veille), et sans la Russie. A l'issue de cette réunion, le président Touadera a été contraint de réitérer son soutien à la médiation de l'Union africaine, assurant que l'initiative russe ne constituait qu'une « contribution » dans ce cadre (AFP, 28/09). Les déclarations publiques ont aussi permis de mesurer le degré d'hostilité des uns et des autres. Le représentant de l'ONU Parfait Onanga-Anyanga s'est diplomatiquement dit « sans a priori » et simplement soucieux de « *cobérence dans l'action des partenaires* » ; Ismail Chergui, à la tête de la commission Paix et sécurité de l'UA a assuré que « *les efforts notés à Khartoum sont complémentaires* » mais « *ne sauraient remplacer l'initiative africaine* ». Sans surprise, c'est du côté français que les propos les plus tranchants ont été tenus, Le Drian décrétant qu'il n'y avait « *aucune alternative, ni souhaitable, ni susceptible de réussir* » (AFP, 27/09). Quelques semaines plus tôt, il avait déjà mis en garde la Centrafrique, depuis le Tchad, contre « *l'ingérence d'acteurs étrangers* » (RFI, 08/06). Il est certain qu'en la matière, la France a une certaine expérience...

La France s'accroche

Si les intérêts économiques français sont désormais peu importants en Centrafrique, les autorités françaises n'en continuent pas moins à percevoir le pays comme appartenant à leur zone d'influence en Afrique, et sans aucun doute davantage du côté des militaires que du côté des diplomates. L'irritation des autorités française est d'autant plus vive que, selon divers témoignages, rapportés par exemple par Reporters sans frontières, les Russes alimenteraient, au besoin financièrement, des campagnes de presse hostiles à la France en Centrafrique, où l'image de l'ancienne puissance coloniale n'est déjà pas très reluisante (*La Croix*, 03/10). Selon plusieurs observateurs, les autorités russes qui n'ont pas digéré les manœuvres de la France pour intervenir militairement en Libye et en Côte d'Ivoire en 2011, entendent bien « *affaiblir son influence en Afrique et du coup, sur la scène internationale. Pour Moscou, c'est un objectif à long terme* », analyse par exemple le spécialiste de la Russie, Julien Noctti, de l'Ifr (*Ibid.*)

Signalons toutefois pour nuancer que tous les pays africains ne suscitent pas la même rivalité : Russes et français travaillent par exemple de concert pour ce qui concerne le soutien à Khalifa Haftar en Libye, en lien avec le maréchal Sissi. Mais « *malgré cet arrangement, le renseignement extérieur français reste très préoccupé par l'offensive sécuritaire russe sur le continent*



Casques bleus en patrouille dans le quartier PK5 de Bangui, octobre 2017
(licence CC United Nations Photo)

africain, menée par le patron du Conseil de sécurité nationale (CSN), Nikolai Patrouchev. Mortier, comme la Direction du renseignement militaire (DRM), digère mal les visées de la Russie dans plusieurs pays africains », selon *Intelligence Online* (29/08). Selon la même source (16/05), les services de renseignements français seraient notamment inquiets des prises de contact des responsables sécuritaires russes avec le Tchad, cœur du dispositif Barkhane.

En Centrafrique, si l'opération Sangaris est terminée depuis 2016, des militaires français sont néanmoins restés dans le pays, qui dans le cadre de la coopération bilatérale, qui dans le cadre de la mission de l'ONU ou dans celle de l'Union européenne. Au total, 350 seraient toujours présents sur place selon *La Croix* (03/10), et la France disposerait « *toujours d'un colonel au sein de l'imprimatur* ». Des drones français sont également présents en appui de la Minusca, et les avions de chasse français présents au Tchad peuvent également être sollicités à sa demande. Ces derniers se sont par exemple manifestés le 13 mai dernier, tandis que les miliciens de l'ex-Séléka menaçaient de marcher sur Bangui. Mais selon la plupart des commentateurs, il s'agissait aussi de rappeler la présence française aux nouveaux alliés russes du pouvoir centrafricain. La France se serait aussi opposée à la participation des Russes à la Minusca, tandis que celle-ci cherchait 900 hommes pour compléter ses effectifs (*La lettre du continent*, 06/06).

Retour sur zone

La France vient également de nommer un nouvel ambassadeur en Centrafrique : militaire de formation (ce qui devient une habitude pour les ambassadeurs nommés en Afrique...), Eric Gérard n'a pas fait de carrière africaine, mais il a dirigé le GIGN de 1997 à 2002 et est le créateur du service de sécurité diplomatique qu'il a dirigé jusqu'en 2013. Un « *profil plus DGSE* » que ses prédécesseurs, selon *La Croix* (03/10), lesquels se

sont d'ailleurs fait remarquer par diverses frasques. A deux reprises depuis juillet, un déplacement de la ministre des Armées, Florence Parly (pour « *sensibiliser le président Faustin Archange Touadera sur l'intérêt d'un rapprochement avec Paris au détriment de son influent conseiller russe, Valery Zakbarov* », selon *La Lettre du continent*, 19/09) a été annoncé, puis annulé. Elle s'est finalement contenté de déclarer dans *Jeune Afrique* (29/10) qu'elle n'était « *pas certaine que cette présence [russe] et les actions déployées par Moscou, comme les accords négociés à Khartoum à la fin d'août, contribuent à stabiliser le pays* » (*Jeune Afrique*, 28/10). C'est finalement Jean-Yves Le Drian le ministre des Affaires étrangères (mais ancien ministre de la Défense et gestionnaire de la crise centrafricaine sous François Hollande...) qui s'est déplacé début novembre pour accéder aux demandes répétées de Touadera en matière d'armement. Sur fond de nouvelles flambées de violence dans le pays, il a annoncé la livraison « *très rapidement* » de 1400 fusils d'assaut et a également signé des conventions d'aide au développement et à l'humanitaire d'un montant de 24 millions d'euros (RFI, 02/11) car « *la France souhaite continuer son partenariat historique avec la République centrafricaine* » (*L'Obs*, 03/11) Le ministre a également rappelé toute la grandeur d'âme et le désintéressement de la République française, contrairement à certains : « *Le seul sujet qui doit préoccuper* » a-t-il confié à *France 24* (02/11) c'est « *la sécurité de ce pays et son développement, et non pas utiliser potentiellement les difficultés de ce peuple et de ce pays pour s'implanter dans un continent où il y aurait des ambitions voilées* ». Pas sûr que tout cela suffise à ramener la Centrafrique dans le giron français, et encore moins à résoudre une crise politico-militaire qui n'en finit pas de pourrir la vie des Centrafricains..

Raphaël Granvaud

CAMEROUN

« RENOUVELLEMENT DANS LA CONTINUITÉ » MALGRÉ LA GUERRE

Après 36 ans à la tête de l'Etat, Paul Biya vient de s'imposer pour un septième mandat, tandis que le pays s'enfonce dans la guerre. Une "élection" aussitôt reconnue par Paris.

Tout semblait joué d'avance. Il ne s'agissait après tout que d'un scrutin présidentiel, une formalité : le cinquième depuis l'avènement officiel du multipartisme fin 1990, et le septième depuis sa prise de pouvoir il y a 36 ans. Le 7 octobre dernier, Paul Biya avait généreusement convoqué une élection, comme le prévoit une constitution de 1996 encore partiellement appliquée. Le Code électoral, sur mesure, prévoit notamment un scrutin à un seul tour et ne laisse donc aucune chance à des oppositions dispersées¹. Le fichier électoral, en complet décalage avec l'évolution démographique du pays (seulement 6 millions d'inscrits pour environ 23 millions de Camerounais) malgré la « refonte » dudit fichier décidée suite à l'élection présidentielle précédente, permet tous les arrangements possibles. Quant à l'organisme officiellement « indépendant » chargé de coordonner et superviser les élections, ELECAM, ses membres sont désignés par le pouvoir, et son nouveau directeur nommé fin mai a été accusé d'avoir mené une grande opération de toilette interne voire de « chasse aux sorcières » dans les jours suivant sa nomination (*Jeune Afrique*, 6/06).

Rebondissements

Pour ne prendre aucun risque, le régime a même pris le soin de reporter – à la dernière minute – les élections législatives et municipales initialement prévues en juillet, donc en amont de la présidentielle, à l'année prochaine. Etant donné qu'il est plus difficile de manipuler les résultats à l'échelle d'une commune ou d'une circonscription, des opposants faisaient le pari qu'ils parviendraient plus facilement à bâtir des alliances électorales respectant le leadership des uns et des autres selon les fiefs électoraux, pour construire une majorité opposée à Paul Biya au sein de l'Assemblée nationale, et fragiliser ainsi son pouvoir. En reportant les législatives, Biya gagne du temps, qu'il consacrerait certainement à rallier des opposants à coups de millions, et démobilise l'électorat pour ce scrutin de 2019 puisque le match s'est déjà joué à la présidentielle.

1. Ainsi, l'opposition ne peut pas se rassembler entre deux tours ; il suffit qu'au moins deux opposants en apparence crédibles se présentent à l'élection pour que les résultats, réels ou bidouillés, indiquent une dispersion des voix face au candidat du régime.



Saisie d'écran du site internet de campagne de Paul Biya, avant le scrutin. Son slogan était en fait identique à celui d'Omar Bongo lors de la présidentielle du Gabon en 2005 - après 38 ans de pouvoir.

Tout se passait donc comme prévu (par le régime), jusqu'à la surprise de dernière minute : le ralliement in extremis d'Akere Muna, un des principaux candidats d'opposition, à Maurice Kamto, immédiatement propulsé challenger n°1 du président Biya. Mais le reste de l'opposition n'a pas suivi (entraînant une possible dispersion des voix avec 6 autres candidats, en plus de Biya et Kamto), et cette alliance a été officialisée si tardivement, moins de 48h avant l'ouverture des bureaux de vote, que les bulletins au nom d'Akere Muna, pourtant retiré de la course, étaient à disposition des électeurs le dimanche.

Observation civique

La société civile camerounaise redoutait les traditionnelles conclusions des « observateurs internationaux » dépêchés par l'Union africaine et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), largement plus bienveillants envers les mascarades électorales que ceux envoyés par l'Union européenne au Gabon en 2016, dont le rapport sur les manipulations électorales avait surpris par sa sincérité. Les observateurs de l'UE n'ayant pas été conviés par le régime en place, et les organisations de la société civile souhaitant contribuer directement à cette surveillance, un dispositif a donc été mis en place dans le cadre de la campagne « Tournons la Page » et piloté par les associations Dynamique Citoyenne, Un Monde Avenir et le Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique

Centrale (REDHAC). Une application pour téléphones mobiles a ainsi été diffusée pour permettre aux relais de ces différentes organisations dans le pays de renseigner directement les résultats des bureaux de vote où ils pouvaient être présents. Cette initiative a plusieurs limites. D'une part, la corruption systémique qui s'est mise en place au Cameroun en 36 ans de règne de Paul Biya empêche de parier sur la loyauté de la totalité de ces observateurs bénévoles. D'autre part, on peut s'interroger sur la robustesse d'un résultat national extrapolé à partir d'une telle photographie (fidèle ou non, donc) d'un échantillon supposé représentatif des bureaux de vote : les fortes disparités entre régions voire départements, et entre grandes villes et zones rurales, rendent l'exercice délicat. Mais surtout, la démarche comporte le risque de valider implicitement l'idée selon laquelle le problème serait avant tout « technique », et que des réponses du même ordre pourraient amener un peu d'expression démocratique. Or, l'ensemble du processus dit « électoral » étant biaisé, depuis le martèlement constant de la propagande du régime jusqu'à la façon dont est organisé et officiellement avalisé le scrutin, il est illusoire de croire que des mesures telles que la mise en place d'urnes scellées et transparentes ou la centralisation honnête des résultats peuvent suffire à crédibiliser une telle élection : ce sont certes des conditions nécessaires, mais nullement suffisantes. Ce paradoxe n'avait d'ailleurs pas échappé à ces mêmes organisations de la

société civile camerounaise, qui revendiquent depuis des mois une transformation en profondeur du Code électoral. Au final, leurs conclusions ont d'ailleurs plutôt porté sur le recensement d'irrégularités qui décrédibilisent le scrutin que sur la diffusion de résultats collectés par leurs soins.

Finalement, c'est une autre initiative « d'observation électorale » qui a le plus démontré, si besoin était, la fable que représentait ce scrutin. Dès le lendemain de la fermeture des bureaux de vote, les Camerounais découvrent dans un reportage de leur télévision d'État, la CRTV, une délégation d'observateurs internationaux « indépendants » présentés avec l'étiquette de l'ONG mondiale de lutte contre la corruption Transparency International, aux commentaires dithyrambiques (voir encadré). Problème : alerté par le tollé, le secrétariat international de Transparency dénonce dès le lendemain une opération d'usurpateurs. L'ONG dément avoir la moindre opération d'observation électorale sur place et tout lien formel avec ces personnes, dont on apprendra qu'elles avaient seulement sollicité et obtenu une formation à l'utilisation d'une plateforme en ligne de dénonciation de la fraude, mise sur pied par Transparency. Le scandale, énorme au Cameroun et relayé dans la presse internationale, éclabousse le régime : la CRTV en est une émanation directe, et ces observateurs-là avaient obtenu l'accréditation du ministère de l'administration territoriale, contrairement aux observateurs de la société civile camerounaise...

Contestation porteuse d'espoir

Le Code électoral camerounais prévoit depuis 2012 que le Conseil constitutionnel doit proclamer les résultats officiels dans un délai de 15 jours. Prévu par la Constitution de 1996, ce Conseil n'a été mis en place... qu'en février dernier, par deux décrets présidentiels. Il comprend 11 membres qui dépendent tous du bon vouloir du vieux despote, qui en nomme 3 directement (dont le président du Conseil) et 8 autres officiellement au nom d'institutions qui lui sont acquises (présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, Conseil supérieur de la Magistrature). Autant dire une chambre d'enregistrement, pour valider les résultats officiels préparés pendant plusieurs jours par ELECAM, organe tout aussi assujéti au régime. Les recours devant être introduit dans les trois jours suivant le scrutin, donc avant même la proclamation des résultats, l'opposition a frappé là où était la faiblesse de ce château de cartes institutionnel : son manque de crédibilité. Pendant plusieurs

jours d'audience au Conseil constitutionnel, les avocats de Maurice Kamto ont étrillé l'organisation du scrutin, en commençant par récuser l'impartialité et la légitimité du Conseil lui-même du fait des conflits d'intérêts de six de ses membres, proches du camp présidentiel et parfois membres éminents du parti au pouvoir². Et c'est avec la retransmission de ces audiences en direct à la télévision que la véritable surprise est venue : les Camerounais, qui ne s'étaient guère passionnés pour la campagne électorale d'un pseudo-

scrutin joué d'avance, ont massivement suivi les débats, et les ont même vécus avec espoir. C'est que ces derniers portaient enfin sur l'essentiel : la légitimité des institutions auxquelles on leur demandait jusqu'à présent de faire mine de croire. Mais le 19 octobre, le Conseil constitutionnel a déclaré « irrecevables » les recours, et la police a dans les jours suivants arrêté des militants (et même la journaliste Josiane Kouagheu, correspondante Reuters/Le Monde, et Mathias Mouendé du quotidien camerounais Le Jour, qui

FAUX OBSERVATEURS, VRAI FIASCO

Le 8 octobre, les observateurs internationaux que les partisans du régime ont voulu faire passer pour une délégation Transparency International surjouent leur rôle. Pour Nurit Greenger, au centre du dispositif, tout s'est passé « *extrêmement bien. (...) Tout le monde a fait ce qu'il avait à faire, d'une façon claire et satisfaisante* » ; interrogée sur le risque éventuel de fraudes, elle affirme « *ne voir aucune manière dont cela aurait été possible* ». Raphaël Kalfon, un autre observateur, est admiratif : « *j'ai trouvé que c'était d'une grande sérénité et en même temps d'une grande émancipation démocratique* ». Un constat que partage son compère Benros Salomon : « *c'est une véritable leçon de démocratie* ». Amanda Benzaki-Levy y va de son analyse d'experte : « *on a assisté à des discussions très animées. (...) C'est un bon signe. Ça prouve qu'il peut y avoir des confrontations, des discussions, des désaccords, et ils peuvent être exprimés. (...) Honnêtement, pour ne pas très bien connaître l'Afrique, j'ai vraiment été agréablement surprise par ça* ». Après le démenti de Transparency international, différentes explications bancales ont été relayées par l'Agence Cameroun Presse, qui se présente comme un organe d'information, en fait créé moins de trois mois avant la présidentielle. Face au scandale, elle a assumé avoir invité ces « *personnes volontaires, bénévoles et honnêtes* », selon son chef éditeur cité par *Jeune Afrique* (10/10), Eli Dayan. Cette homonymie avec un ancien ministre israélien des Affaires étrangères est une des étranges connexions entre cette équipée et Israël, pays d'origine de Mayer Heres, conseiller de Biya chargé des questions de sécurité et patron du Bataillon d'intervention rapide (BIR), redoutable troupe d'élite du régime. Nurit Greenger,

journaliste américaine qui se présente sur son compte Twitter comme sioniste, est correspondante du Jerusalem Post à Los Angeles. Salomon Benros dit vivre en Israël sur sa page Twitter. Quant à Raphaël Kalfon, c'est un Français qui représentait les Républicains en Israël en amont des élections françaises de 2017, par ailleurs responsable d'une loge maçonnique pour l'Afrique. Pour les autres, les connexions avec Israël sont moins certaines. Amanda Benzaki vient de Paris, elle indique dans des CV en ligne avoir travaillé à l'ESSEC mais aussi avoir été « Responsable du Pôle Sureté et Veille » au Musée d'Art et d'Histoire du Judaïsme, dans le 3^{ème} arrondissement, et travaillé au « Conseil Sureté et Intelligence » dans une autre entreprise. Enfin, il est difficile de savoir si Hubert Haddad (homonyme de l'écrivain) avait des liens avec Israël ou le Cameroun. Mais Yamina Thabet, présidente de l'Association tunisienne de soutien aux minorités (ATSM), était déjà venue en juillet au Cameroun, où elle avait fièrement posé en photo des officiers du BIR (*tunivisions.net*, 26/07).

Comme souvent dans ce type d'histoire rocambolesque, impossible de prouver qui es trespensible. Mais quelque soit le niveau auquel a été pris la décision de les faire venir (avec l'accréditation complice par le ministère de l'administration territoriale), le résultat aura été un fiasco total.



Saisie d'écran d'un des reportages diffusés sur la chaîne publique CRTV au lendemain du scrutin, avec les "faux observateurs" (ici, de gauche à droite : Raphaël Kalfon, Nurit Greenger, Salomon Benros)

2. Sur le site internet du parti au pouvoir, le RDPC, la fiche au nom d'Emmanuel Bonde, présenté comme chargé de mission à la présidence depuis 1982 et nommé ministre des Mines en 2011, a étrangement disparu durant la journée où son cas a été soulevé, le 16 octobre, comme l'a relevé sur Twitter la journaliste Josiane Kouagheu.

couvraient une manifestation à Douala), assigné à domicile des leaders d'opposition et ainsi envoyé un message répressif très clair. Les résultats officiels, promulgués le lundi 22 octobre, gratifient généreusement Paul Biya de plus de 71 % des voix... Le lendemain de ce « clap de fin », le gouvernement publiait un appel d'offres, prêt depuis le 12 octobre, pour lancer la construction d'une luxueuse résidence de fonction (près de 273 millions de francs CFA, soit 415 000 euros) pour le président du Conseil constitutionnel. De là à voir une récompense pour bons et loyaux services, il n'y a qu'un pas, qui fut vite franchi dans l'opinion publique camerounaise.

Collier de perles

Dès l'annonce des résultats officiels, les Etats-Unis ont félicité « *le peuple camerounais* » (et non son indéboulonnable président) tout en pointant, dans le communiqué du Secrétariat d'Etat, « *nombre d'irrégularités avant, pendant et après l'élection du 7 octobre. Il est possible que ces irrégularités n'aient pas affecté le résultat, mais elles ont créé l'impression que l'élection n'était pas crédible ou véritablement libres et équitables* ». Pour sa part, la France, par la voix du ministre des Affaires étrangères, a publiquement « *adressé ses vœux de réussite au président Biya pour ce nouveau mandat afin de satisfaire les aspirations légitimes du peuple camerounais à la sécurité, à la prospérité et à la pleine expression des libertés.* » Si c'est de l'ironie diplomatique, elle est bien cachée : le pays est en guerre, l'insécurité est générale et chacun est libre de s'exprimer tant qu'il ne critique pas trop violemment le chef d'Etat. Mais le MAE français fait surtout très fort lorsqu'il affirme son attachement « *à la stabilité et à l'unité du Cameroun* » et assure que « *l'élection présidentielle s'est globalement déroulée dans le calme* » : la guerre fait des ravages depuis plus d'un an dans deux régions anglophones (cf. *Billets* n°279, juillet-août 2018), où des groupes armés revendiquent l'indépendance après que les manifestations pacifiques pour le respect des droits des anglophones ont été réprimées violemment depuis 2016. Parler de « *stabilité* » et « *d'unité* », c'est donc épouser la ligne dure du régime, qui prétend vainement mater dans le sang la révolte. Des affrontements ont été signalés le jour du vote jusque dans les rues de Bamenda, une des principales villes anglophones, et quelques jours après, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés rappelait que « *depuis début 2018, environ 400 civils ont été tués dans*

l'escalade des attaques entre les groupes séparatistes et les forces gouvernementales » et que ces deux régions s'étaient vidées d'au moins 30 000 personnes réfugiées au Nigeria voisin et de 436 000 déplacés internes dans le pays (UNHCR, 9/11). Le MAE le sait, mais fait comme s'il ne voit rien, n'entend rien. Peut-être devrait-il alors ne rien dire, pour éviter d'appeler dans la foulée « *au respect des procédures légales si des contestations des résultats devaient avoir lieu* »... alors que le Code électoral camerounais prévoit que « *les décisions du Conseil Constitutionnel relatives aux opérations électorales, aux résultats des élections et aux candidatures ne sont susceptibles d'aucun recours* » (art. 136). Ainsi, le MAE français, empêtré dans sa *realpolitik*... donne dans l'irréalisme, en appelant à quelque chose d'impossible.

Apologie de journalisme

La pression n'est pas retombée dans les jours suivant la proclamation des résultats, au contraire. Des intimidations et arrestations se sont multipliées, dans l'opposition politique mais aussi chez les journalistes, pour accentuer la pression. La présentatrice vedette d'une chaîne privée de télévision a ainsi été arrêtée le 7 novembre, puis inculpée de diffusion de fausse nouvelle, simplement pour avoir retweeté une accusation portée contre l'armée camerounaise. Le Syndicat national des journalistes est monté, au créneau, dénonçant par la voix de son président Denis Nkwebo : « *Il y a une volonté à travers Mimi Mefo et ceux qui sont embastillés depuis*

quelques jours, d'adresser un message aux autres journalistes : nous sommes obligés de nous taire » (*Africaneus*, 8/11). Mimi Mefo a été libérée le 10 novembre, mais la pression sur les journalistes camerounais continue. Joseph Olinga Ndoa, emprisonné 3 jours début novembre, est poursuivi pour « *outrage à fonctionnaire* », pour avoir interrogé la préfecture de Bafoussam sur les raisons de la fermeture des bars de la ville à 21h un samedi soir précédant une marche de l'opposition dans cette grande ville. Surtout, depuis le 23 octobre, le journaliste Michel Biem Tong (site Hurinews.com) a été détenu trois semaines dans les locaux du ministre secrétariat d'Etat à la défense (SED), puis transféré à la prison de Yaoundé. Accusé d'incitation à l'insurrection et d'apologie du terrorisme, celui qui était justement correspondant du Comité pour la libération des prisonniers politiques au Cameroun (CL2P) encourt la peine de mort, en vertu de la loi anti-terroriste de 2014, mais risque surtout de ne pas ressortir vivant de ces mouiroirs que sont les prisons du pays.

Mais ni la guerre ni les arrestations ne perturbent la diplomatie française, qui se targue d'être un partenaire du Cameroun dans la lutte contre le terrorisme. Le 25 octobre, Emmanuel Macron a fait parvenir à Paul Biya une lettre⁴ exprimant son « *plaisir de lui adresser toutes [ses] félicitations* » puis sa confiance dans « *le renouvellement dans la continuité* » que l'octogénaire saurait engager. Difficile de mieux résumer la politique africaine de la France.

Alice Primo

FRANCE 24, PAS FIÈRE DE FAIRE DE LA PROPAGANDE

Début octobre, *France 24* rediffuse un vieux spot publicitaire de 30 secondes qui, comme le décrit le site *Investir au Cameroun* (30/10), « *ne contient que des images de Camerounaises et de Camerounais de toutes les régions et de toutes les cultures qui se retrouvent dans le message "Tous fiers d'être Camerounais"* ». Pour ce site d'information sur le business au pays de Paul Biya, il s'agit d'« *un message fédérateur, non partisan* ». En fait un message d'unité, alors que le pays se déchire depuis la déclaration d'indépendance de groupes séparatistes dans les régions anglophones... et que les partisans d'une ligne dure n'ont à la bouche que le mot « *unité* », justement, là où il faudrait commencer par le dialogue. Et comme le signale le chercheur Arnaud Labrousse dans son billet sur le site d'ACRIMED (29/10), « *ce qu'il y a de curieux dans [ce spot], c'est que le nom du fier annonceur n'y figure nulle part* ». Comme l'explique Labrousse, il s'agit de l'agence parisienne Stratline Communication, coutumière des publiereportages depuis

sa création en 2006, et qui avait d'ailleurs emmené « *15 journalistes français en gouquette* » au Cameroun avant la présidentielle de 2011 (*Rue89*, 14/05/11). Cette boîte de communication est dirigée par Yasmine Bahri Domon... qui est par ailleurs la directrice de publication du site *Investir au Cameroun*, qui rappelle que le spot date de 2011. Déjà à l'époque, la rédaction de *France 24* aurait pu s'interroger sur le sens d'un tel message publicitaire, l'évocation de la gloire d'un pays vantant forcément celle de son régime. Cette fois, il aura fallu attendre le 22 octobre - jour de l'annonce des résultats, dans un contexte de tension croissante - pour que la direction de la chaîne fasse savoir à l'agence Stratline qu'elle voulait « *que la campagne Fier d'être Camerounais soit suspendue* » (*Investir au Cameroun*, 30/10). Une bonne idée, mais qui arrive un peu tard. Et dont on aimerait savoir de combien de recettes publicitaires elle a privé la chaîne... car quitte à être fiers, les Camerounais aimeraient sans doute savoir combien cela leur coûte.

3. Mais dès janvier, l'agence nigérienne de gestion des situations d'urgence (Sema) estimait que 43 000 Camerounais anglophones s'étaient réfugiés au Nigeria, quand l'ONU en comptabilisait presque 3 fois moins (*Reuters*, 25/01)

4. Les conseillers Afrique de l'Elysée ont prétendu auprès de journalistes français que cette lettre n'était pas destinée à être publiée... comme s'ils ignoraient qu'une précédente lettre, en mai dernier, avait été déjà publiée sur le site de la présidence camerounaise.

TCHAD

LA FORCE G5 SAHEL POUR STABILISER DÉBY

La ministre des Armées Florence Parly a effectué le 8 et 9 octobre dernier une visite à N'Djamena afin de rencontrer les éléments du dispositif Barkhane. L'occasion d'éclairer les modalités d'un pacte sécuritaire aux relents francoafricains, légitimé par la sacro-sainte « lutte contre le terrorisme ».

Le G5 lancé en 2014 se veut une instance de coordination en matière de politique de développement et de sécurité à une échelle régionale, englobant cinq pays de la zone sahéenne, dont le Tchad. Symbole de la souveraineté africaine qui prendrait enfin son destin en main, elle n'est en réalité que la reconduction, sous le vernis sécuritaire, d'une politique paternaliste de la France envers ses anciennes colonies.

Une force G5 sous perfusion

Conçue initialement dans une perspective multidimensionnelle avec un fort volet développement, la structure tend à être réduite à sa seule force armée conjointe, la FC-G5S lancée en novembre 2015 par les cinq chefs d'État réunis en sommet à N'Djamena¹. Avec l'objectif de regrouper 5000 hommes, la question de son opérationnalité, notamment au plan budgétaire, agite les milieux politiques français pour lesquels la doxa *security first* reste le maître mot. Les exemples malien ou burkinabè prouvent pourtant que ce sont bien des décennies de politique calamiteuse avec la complicité française qui sont à l'origine de ces multiples implosions. Mettre un pansement sur une jambe de bois n'a jamais fait de miracles. Lors de sa visite à Nouakchott en juillet dernier, à l'occasion du 31^{ème} sommet de l'Union africaine, Macron se faisait le VRP du projet que la France a largement initié et continue de porter. La tournée au sein des pays G5 en juillet de la ministre des Armées Florence Parly, sa récente visite à N'Djamena aux côtés de la force Barkhane ou son intervention au forum sur la paix et la sécurité en Afrique de Dakar début novembre illustrent cette offensive diplomatique. Car comme le notait déjà la *Lettre du Continent* avant l'été (LdC, 20/06), « plus de six mois après son lancement en janvier 2018 à Bamako, le fonds fiduciaire devant gérer les

contributions de la force G5 Sabel reste une coquille vide ». A l'époque, sur les 414 millions d'euros promis par la communauté internationale pour cette année, seuls 5 avaient été versés par le Rwanda. Cinq mois plus tard, on flirte à peine avec la moitié des engagements prévus, environ 200 millions (*Le Monde Afrique*, 16/11). Mme Parly n'a pourtant cessé d'exhorter les pays donateurs tels les États Unis (*opex360.com*, 2/10) à s'impliquer davantage. Belle hypocrisie alors que d'appeler sur Twitter « l'Afrique à prendre pleinement en main sa protection » (9/10), quand aucun des pays membres de la force n'a la capacité de mobiliser ses fonds propres. Un dilemme que pointait l'ONG l'International Crisis Group en décembre 2017 : comment ces pays peuvent-ils « devenir responsable de leur propre sécurité tout en étant dépendant de financements extérieurs »², qui plus est aléatoires ? Car aucun mécanisme de financement régulier et durable n'est pour le moment au point, ce qui pose la question de la pérennité dans le temps de la force et augure encore de beaux jours pour les multiples opérations de renforcement de capacité, et leurs contrats français connexes.

De la coopération à la rente sécuritaire

Si la France souhaite diminuer le coût financier de ses opérations en déléguant une partie de celles-ci à ses « partenaires », elle souhaite néanmoins en récolter les fruits. Seroit-on à l'aube d'un renouveau du système concessionnaire colonial sur le mode sécuritaire ? Les récentes acquisitions de matériel militaire français le laissent penser. En effet une partie du premier volet de financement de l'Union européenne de 50 millions d'euros vient d'être décaissée pour l'achat de gilets pare-balles français (LdC, 22/08). L'appui de cent millions d'euros de la part de l'Arabie saoudite sera également destiné à financer l'achat d'équipements militaires français (LdC,

20/06). En termes de business, les bons comptes font les bons larrons...

Vous avez dit « terroriste » ?

La France pourtant déjà complice du massacre yéménite, est tout autant coupable d'appuyer les forces d'autres régimes oppressifs³. La visite le 19 septembre dernier d'une délégation de l'Agence Nationale tchadienne de Sécurité (ANS), connue pour ses méthodes peu humanistes, dans les locaux de la DGSE afin de discuter de la coopération franco-tchadienne en matière de renseignement en est un exemple (LdC, 3/10). Cet appui passe également par le don de matériels de guerre, comme les mortiers de fabrication française offerts par la force Barkhane à l'armée tchadienne en avril (*defense.gouv.fr*, 7/05). Mais aussi par le don d'équipements de « maintien de l'ordre » qui ont été remis le 18 octobre dans le cadre de notre coopération de sécurité et de défense à la garde nationale nomade tchadienne. Cette unité, spécialisée dans les opérations en milieu désertique caractéristique du Nord tchadien aujourd'hui désigné comme le nouveau nid à terroristes, « participe aussi à la garde des frontières », comme le précise l'ambassade de France (23/10).

Alors quel est ce terrorisme que Barkhane, appuyé par ses alliés, « combat à sa source », dixit Mme Parly (AFP, 9/10) ? L'opération conjointe Maï Boulala⁴ menée en septembre 2017 au nord du Tchad pour « renseigner puis intervenir sur les itinéraires d'infiltrations des groupes armés terroristes, ainsi que sur les zones de passage des trafics dont ils profitent » (*defense.gouv.fr*, 3/10/17), ou le transfert du poste de commandement du fuseau Est du G5 depuis N'Djamena vers cette zone, « pour un meilleur contrôle des frontières » (*defense.gouv.fr*, 28/08/18) posent question quant à l'identification de l'ennemi terroriste. Parle-t-on des groupes rebelles tchadiens qui ne figurent aucunement sur la liste des mouvements terroristes de la liste

1. Cyril Robinet, « Genèse de la force conjointe du G5 Sahel », blog *Afrique Décryptages* (IFRI), 16/01/18.

2. International Crisis Group, note n°258, « La force du

G5 Sahel : trouver sa place dans l'embouteillage sécuritaire », décembre 2017.

3. L'implication de mercenaires tchadiens aux cotés de

l'Arabie Saoudite dans la guerre yéménite a d'ailleurs été démontrée (RFI, 28/04)

onusienne ? Des orpailleurs que la clique de Deby souhaite chasser pour s'accaparer les mines de Miski ? Des migrants qui transitent entre les territoires libyen et soudanais ? Officiellement la suspicion de la présence de terroristes islamistes au Sud libyen est l'argument d'autorité justifiant l'intervention de Barkhane et de la force du G5. Lors d'une rencontre entre Jean-Yves Le Drian, Idriss Deby et le ministre des Affaires étrangères tchadien en juin, ce dernier déclarait : « *Le Tchad est intéressé plus que tout autre parce que dans le sud-libyen, il y a une zone de non droit, il y a des mercenaires, des bandes armées et cela constitue une menace sérieuse pour l'ensemble des pays voisins, notamment le Tchad* » (*TchadConvergence*, 8/06) . Or ce ne sont pas des terroristes islamistes qui ont bombardé en juillet et août des positions tchadiennes, mais bien des opposants armés laïcs au premier rang desquels figure le CCMSR⁵ dont les leaders, faits prisonniers par les forces nigériennes en octobre 2017, sont aujourd'hui portés disparus. Plus récemment, les bombardements de l'armée tchadienne dans les localités aurifères du Tibesti illustrent la confusion pratique dans l'emploi du terme terroriste. Le ministre de la Sécurité lui-même, tout en justifiant ces opérations comme anti-terroristes, avoue à demi-mot qu'il s'agit d'une lutte en partie tournée vers le contrôle des mines d'or : « *Il y a des mercenaires, des terroristes, des esclavagistes, qui ne veulent pas que le gouvernement, l'Etat, mette la main sur ces ressources-là !* » (*RFI*, 4/11)⁶.

4. Le mai étant le nom donné aux anciens rois de l'empire du Kanem et les Boulala la population vivant aux abords du lac Tchad dont les ancêtres ont affronté l'empire.

JANJAWIDS ET SOUDARDS DE L'ARMÉE TCHADIENNE, GARDE-FRONTIÈRES DE L'UE

Un rapport néerlandais publié en septembre montre que les miliciens Janjawid à cheval qui sillonnent la frontière tchado-soudanaise et qui, grâce au soutien apporté par l'Union européenne (UE) pour endiguer le flot migratoire, « *sont mieux équipés, mieux financés* », jouent eux-mêmes le rôle de passeur n'hésitant pas à taxer les migrants ou à les soumettre au travail forcé (*infomigrants.net*, 14/09). Le désir de l'UE de sécuriser cette région transfrontalière a coïncidé avec la volonté du Tchad et du Soudan d'exercer un contrôle accru sur leurs frontières afin de prévenir l'incursion des groupes rebelles situés dans les Etats voisins. Si aucun programme européen de lutte contre la migration n'est pour le moment mis en place au Tchad, le rapport s'interroge néanmoins sur les objectifs de *N'Djamena* : « *il y a davantage d'intérêt de la part du gouvernement tchadien pour la*

Coopération multi-Déby

La superposition des enjeux franco-européens de « stabilité » liés à la « lutte contre le terrorisme » et le « contrôle des flux migratoires », corollés à la nécessité pour le gouvernement Déby de faire taire la rébellion au Nord, redonnent ainsi de la vigueur à la coopération militaire franco-tchadienne, qu'elle soit bilatérale ou multilatérale. Or cette approche tend à définir l'insécurité du territoire tchadien comme produit par

5. Conseil du commandement militaire pour le salut de la République, principal groupe rebelle tchadien.

6. L'esclavagisme est toutefois un fait réel, ces esclaves étant

gestion ciblée des menaces aux frontières » (p.78) . Il souligne aussi le racket auquel se livrent les militaires tchadiens : « *Des soldats, des passeurs et des migrants rapportent que l'armée tchadienne se concentre principalement sur le prélèvement de pots-de-vin plutôt que sur la réduction des flux migratoires* » (p.68). Malgré cela, l'accroissement du nombre de migrants transitant par les trois « postes de suivi des flux de populations » situés dans des localités du Nord tchadien risquent de diriger une partie des aides européennes vers le Tchad.

a. « Multilateral damage, The impact of EU migration policies on central Saharan routes » Netherlands Institute of International Relations, CRU Report September 2018.

b. Dans le Nord du pays, trois points de suivi ont été installés par l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) en avril 2017 (Kalait) et mars 2008 (Faya et Zouaké).

l'extérieur alors qu'elle est le résultat même de la politique du gouvernement tchadien. La France, de par son appui militaire, renforce cette politique inique.

Le gouvernement français, par la voix de Mme Parly, a beau jeu de clamer que « *la paix du Sabel appartient d'abord au Sabel* » (*AFP*, 09/10) lorsqu'il participe militairement à la pérennisation de l'instabilité tchadienne en appuyant son premier responsable.

Claire Petit

bien souvent des migrants en route pour la Libye, capturés par des contrebandiers, parfois ex-rebelles... et que Déby a l'habitude d'utiliser comme réservoir de mercenaires.

SOUTENEZ-NOUS : ABONNEZ-VOUS !

Pour décrypter la politique de la France en Afrique, retrouvez chaque mois dans votre boîte aux lettres douze pages d'analyse critique des principaux faits de l'actualité franco-africaine. **Billets d'Afrique** est entièrement réalisé par des bénévoles, militants au sein de Survie, une association qui dénonce la Françafrique depuis 1984.



OUI, je m'abonne pour un an (soit 11 numéros) à **Billets d'Afrique**. Je renvoie ce bulletin complété, accompagné de mon paiement à : Survie - 21ter, rue Voltaire - 75011 Paris

OUI, je souhaite recevoir **Billets d'Afrique** au format numérique, par email, plutôt qu'en papier.

nom :

prénom :

adresse :

code postal :

ville :

email :

TARIFS

France : 25 €

Petits budgets : 20 €

Étranger et Outre-mer : 30 €